

« UNE MÉFIANCE ENVERS LES ÉLITES »

L'historien Lorenzo Meyer examine les dysfonctionnements et les défis de la société mexicaine à la lumière des idéaux de l'indépendance et de la révolution.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC SALIBA

Souveraineté nationale, suffrage universel, Etat de droit... Que reste-t-il des idéaux de l'indépendance et de la révolution dans le Mexique actuel ?

Certains ont abouti, beaucoup ont échoué. L'apport le plus marquant de ces deux périodes-clés reste la destruction par le président Lazaro Cardenas (1934-1940) du système des *latifundios*, ces gigantesques propriétés terriennes. Le Mexique est aussi devenu une démocratie. Mais, minées par la corruption et les fraudes électorales, ses institutions ne fonctionnent pas. Si l'idéal révolutionnaire était de passer de l'égalité politique du XIX^e siècle à l'égalité sociale du XX^e, c'est un échec flagrant. Certes, la misère a diminué, mais les inégalités restent colossales. La moitié de la population est pauvre alors que le magnat mexicain des télécoms, Carlos Slim, est l'homme le plus riche du monde.

Comment expliquez-vous ces échecs ?

L'histoire mexicaine est contradictoire : le 16 septembre 1810, Miguel Hidalgo n'appelle pas à l'indépendance mais à défendre le roi d'Espagne, Ferdinand VII, et la religion catholique, attaqués en Europe par Napoléon. Mais dès le premier jour de ce mouvement, les classes populaires, composée d'Indiens et de métis, s'emparent du mouvement. Ces paysans, devenus des prolétaires, en font une rébellion massive et populaire. Autre paradoxe : en 1821, la démocratie est instaurée par les conservateurs. Ces derniers acceptent de négocier avec les insurgés pour contrer le libéralisme qui gagne l'Espagne. L'indépendance est ainsi un mouvement réactionnaire qui maintient l'Eglise officielle. Mêmes contradictions un siècle plus tard, avec l'oligarque Francisco Madero qui ne veut pas une révolution sociale mais la fin de la dictature par la voie légale. C'est sans compter avec les troupes d'Emiliano Zapata qui se soulèvent dans le Sud et celles de Pancho Villa dans le Nord. Au final, Hidalgo et Madero ont tous deux été dépassés par les masses. Cela expliquerait-il pourquoi les



Lorenzo Meyer, 68 ans, est historien et professeur de relations internationales au Colegio de Mexico. Auteur de plusieurs ouvrages sur la révolution et le système politique mexicain, il est aussi éditorialiste au quotidien *Reforma*.

révolutionnaires Pancho Villa ou Emiliano Zapata sont érigés au rang de mythes nationaux ?

Les Mexicains s'identifient à ces héros historiques, tous fusillés. C'étaient des métis qui se sont rebellés contre la dictature de Porfirio Diaz et l'appropriation des terres par une minorité. D'autant que Pancho Villa et Emiliano Zapata n'ont jamais exercé le pouvoir. Ils n'ont donc pas déçu le peuple. Aujourd'hui, la figure du caudillo, à la fois chef de guerre et politicien, a disparu. Pas celle du cacique. **L'essence du Mexique est-elle restée le « caciquat » ?**

Oui. Les caciques coloniaux jouaient le rôle d'intermédiaires entre le pouvoir et le peuple, selon des relations patrimoniales fondées sur des échanges de faveurs. Le système a perduré. La révolution s'est achevée en consolidant le système autoritaire le plus efficace du XX^e siècle en Amérique latine : le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui a gouverné le pays durant sept décennies. Le système du PRI intégrait l'opposition à l'intérieur même du Parti, avec un président tout-puissant. Le tout sans réélection possible. Cela a permis de renouveler régulièrement l'autorité et de la maintenir en place durant toutes ces années. A l'occasion des privatisations des années 1980 et 1990, le pouvoir a offert aux notables modernes de véritables monopoles, comme les mines, les médias ou les télécoms. Aujourd'hui encore, les secteurs économiques sont détenus par une trentaine de familles. **L'avènement de l'alternance politique en 2000, qui a mis fin à soixante**

et onze ans de pouvoir sans partage du PRI, a-t-elle changé la donne ?

Non. Les élus du Parti d'action nationale (PAN, droite), formation de présidents Vicente Fox (2000-2006) et Felipe Calderon (depuis 2006), ont désarticulé le système priiste, sans rénover les institutions. En outre, l'affaiblissement du pouvoir central a renforcé les pouvoirs locaux des gouverneurs, qui se comportent comme des seigneurs féodaux, contrôlant la justice, les forces publiques, l'appareil électoral... Dans ces conditions, et cela n'a rien d'étonnant, les Mexicains, désabusés, sont méfiants envers leurs élites. **Quels sont les défis actuels du pays ?**

Le réformer pour le doter d'institutions réellement démocratiques. Les impôts ne représentent que 11 % du PIB mexicain – un des taux les plus bas au monde. L'Etat vit grâce au monopole public du pétrole sans imposer davantage les riches alors que les réserves pétrolières s'amenuisent. Autre défi : la lutte contre le narcotrafic. Malgré 50 000 militaires déployés sur le territoire, le gouvernement ne parvient pas à gagner sa guerre contre les cartels de la drogue. L'absence de l'Etat dans certaines régions a dopé le pouvoir de corruption du crime organisé. **Les sondages annoncent le retour du PRI à la tête du pays, lors de la présidentielle de 2012. Qu'en pensez-vous ?**

C'est fort possible. Le PRI n'a jamais perdu le pouvoir local, gouvernant toujours la majorité des 31 Etats du pays. D'autant que l'insécurité ambiante profite à l'ancien parti hégémonique, qui garde une réputation de paix sociale. Avec le pluralisme politique, les Mexicains ont gagné en liberté d'expression, mais perdu en sécurité. Face à une démocratie qui ne fonctionne pas, ils sont prêts à accepter un retour au système antérieur. Si la société dans laquelle le PRI est né n'existe plus, les Mexicains risquent d'attendre encore longtemps avant que leurs institutions démocratiques deviennent une réalité. □

À LIRE

Dictionnaire amoureux du Mexique, de Jean-Claude Carrière, Plon, 512 p., 2009, 24 €. L'histoire du pays, articulée autour de la *Conquista*, l'indépendance et la révolution.

Histoire du Mexique, de Brian R. Hammett, Perrin, 380 p., 2009, 22,50 €. L'histoire du Mexique, des Olmèques à la défaite historique du PRI, en 2000.

Histoire de la révolution mexicaine, de Jesus Silva Herzog, Ed. Lux, 320 p., 2010, 20 €. Témoin direct, l'auteur traite de la période 1910-1917.

La Révolution mexicaine, 1910-1940, de Jean Meyer, Tallandier, 348 p., 2010, 10 €. L'ouvrage le plus complet sur la question.

SUR INTERNET

Le site officiel du gouvernement mexicain (www.bicentenario.gob.mx) et celui de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) (www.centenarios.unam.mx) mettent en ligne de nombreux documents historiques.

Le site du Centre culturel mexicain, à Paris (www.mexiqueculture.org) présente les manifestations, expositions ou colloques organisés en France.